

## 6 MAI 1952 — DÉCRET.

### Concessions et administration des eaux des lacs et des cours d'eau.

(B.A., 1952, p. 1132).

Rendu exécutoire au Rwanda par O.R.U. n° 42/130 du 17 septembre 1952 (B.O.R.U., 1952, p. 455).

#### CHAPITRE PREMIER.

##### DU RÉGIME ADMINISTRATIF DES EAUX DES LACS ET DES COURS D'EAU.

1. — Il est créé [dans chaque province] une « commission [provinciale] des eaux ».

Cette commission, placée sous la présidence du *commissaire provincial*, est composée des *chefs de service* de l'agriculture, du contentieux, des titres fonciers, des travaux publics ou de leurs remplaçants, de trois membres effectifs et de trois membres suppléants nommés par le *gouverneur de province*, en dehors du personnel administratif.

Le mandat des membres nommés a une durée de trois ans.

La commission peut s'adjoindre un ou plusieurs conseillers techniques.

2. — La commission se réunit sur convocation de son président ou de celui qui le remplace, chaque fois qu'il l'estime nécessaire ou qu'il en est requis par deux membres au moins.

3. — Le *gouverneur général* détermine les règles auxquelles la commission doit se conformer lorsqu'elle se réunit et exerce sa mission.

— Le règlement d'ordre intérieur des commissions a été établi par Ord. n° 42/440 du 21.12.1952 (B.A., 1953, p. 55), applicable au Rwanda.

4. — La commission donne avis sur toute question qui lui est soumise par le *gouverneur de province*.

Elle exerce une surveillance sur les ouvrages d'art établis en vue de l'utilisation de l'eau et fait rapport sur toute mesure qu'elle juge adéquate pour en améliorer l'utilisation ou en éviter le gaspillage.

5. — Dans l'exercice de leur mission, les membres de la commission ont, en tout temps, libre accès aux installations d'utilisation de l'eau établies dans la province.

6. — Le président de la commission ou son remplaçant recommande toute mesure préventive ou préparatoire dont l'urgence ne permet pas d'attendre la réunion de la commission.

7. — Les fonctions des membres de la commission ne sont pas rémunérées.

Des indemnités peuvent être payées aux membres nommés, obligés de se déplacer soit pour assister aux séances, soit pour remplir une mission qui leur est confiée.

— L'indemnité allouée aux membres des commissions a été déterminée par Ord. n° 42/441 du 21.12.1952 (B.A., 1953, p. 57), applicable au Rwanda.

8. — § 1<sup>er</sup>. Le *gouverneur général* prend les mesures nécessaires en vue :

1° de protéger les sources, les nappes aquifères souterraines, les lacs et les cours d'eau;

2° d'empêcher la pollution et le gaspillage de l'eau;

3° de contrôler l'exercice des droits d'usage ainsi que des droits d'occupation concédés.

§ 2. Il a en outre le droit :

a) de faire inspecter et surveiller tous les ouvrages d'art et installations exécutés en vue d'un usage de l'eau, même lorsqu'ils se trouvent sur des propriétés privées;

b) de faire effectuer, par décision motivée, à ces ouvrages d'art et installations, aux frais des personnes auxquelles ils appartiennent, toutes les réparations que commande la sécurité générale;

c) d'ordonner, sur proposition du *gouverneur de province*, et après avis de la commission, tous travaux présentant un caractère d'utilité publique;

d) de poursuivre l'expropriation des fonds nécessaires à leur exécution;

e) d'établir à charge des fonds qui en profitent des redevances et des taxes rémunératoires;

f) d'acquérir pour la Colonie, de vendre, de prendre ou de donner en location toute installation d'utilisation de l'eau.

9. — [Dans chaque province.] il est tenu, par le conservateur des titres fonciers :

1° un document situant les sources, les lacs et les cours d'eau ayant donné lieu à des aménagements. Il mentionne pour chacun d'eux les principales caractéristiques, les droits d'usage et d'occupation concédés, les anciens droits de riveaneté régulièrement exercés, les ouvrages d'art et les installations s'y rattachant, ainsi que les terrains auxquels ils profitent;

2° un registre annexe où seront inscrites au nom des fonds grevés et sur présentation du contrat ou du jugement les réalisant, toutes les servitudes légales exercées. L'inscription sera

radiée lorsque la servitude sera perdue ou éteinte.

Le document de situation et le registre susdits pourront être consultés sans déplacement dans les bureaux du conservateur. Celui-ci pourra en délivrer des extraits moyennant paiement d'une taxe dont le *gouverneur général* fixera le montant.

— Voy. Ord. n° 42/439 du 21.12.1952 (B.A., 1953, p. 54), que nous ne reproduisons pas.

#### CHAPITRE II.

##### DE LA CONCESSION DES DROITS D'USAGE ET D'OCCUPATION PORTANT SUR LES EAUX AINSI QUE SUR LES LITS DES LACS ET DES COURS D'EAU.

10. — Suivant les cas déterminés au présent décret et dans les conditions qu'il précise, la concession du droit d'user de l'eau ou d'occuper le lit d'un lac ou d'un cours d'eau est accordée par arrêté du *gouverneur de province*, par ordonnance du *gouverneur général*, par arrêté royal ou par décret.

11. — La concession est accordée par le *gouverneur de province* :

a) pour la production de force motrice, pour autant que la puissance théorique maximum soit de 500 CV;

b) à des fins agricoles ou industrielles, pour autant qu'elle comporte un prélèvement maximum de trois mètres cubes par seconde;

c) à des fins domestiques ou d'agrément.

12. — [Le *gouverneur compétent* est celui de la province dans laquelle se trouve le point de prise d'eau, les terrains au profit desquels l'usage de l'eau est sollicité et les terrains sur lesquels des servitudes devront être réalisées pour l'exercice du droit concédé.]

13. — La concession est accordée par le *gouverneur général* :

a) [si, dans les cas énoncés à l'article 11, le point d'accès à l'eau, un ouvrage d'art quelconque nécessitant par l'entreprise, une ligne de transport ou les installations du concessionnaire ne sont pas situés dans la même province.]

b) si, dans les cas visés aux lettres a et b de l'article 11, la demande de concession concerne une puissance théorique supérieure à 500 CV et inférieure à 2 000 CV ou un prélèvement d'eau supérieur à trois mètres cubes mais inférieur à dix mètres cubes par seconde.

14. — La concession est accordée par *arrêté royal*.

a) pour la production de force motrice, lorsque la puissance théorique est de 2.000 CV au moins mais inférieure à 5.000 CV;

b) à des fins agricoles ou industrielles, lorsqu'elle comporte un prélèvement de dix mètres cubes au moins mais inférieur à vingt-cinq mètres cubes par seconde.

15. — La concession est accordée par *décret* lorsque la demande concerne une puissance de 5.000 CV ou plus, ou comporte un prélèvement de vingt-cinq mètres cubes ou plus par seconde.

16. — La puissance à concéder,  $P$ , en chevaux-vapeur, est définie par la formule  $P = QH/75$  dans laquelle  $Q$  représente le débit moyen du canal d'adduction à l'entrée de ce dernier, en litres par seconde, et  $H$ , la dénivellation en mètres, entre les niveaux moyens de l'eau à l'entrée du canal d'adduction et à la sortie du canal de fuite.

17. — Toute concession peut être déclarée d'utilité publique par l'autorité concédante, soit d'office, soit à la demande du concessionnaire, selon les règles établies ci-après.

18. — Aucune concession n'est accordée qu'après avis de la commission [provinciale] des eaux [des provinces intéressées].

Dans chaque cas, les commissions doivent faire rapport sur l'opportunité de déclarer la concession d'utilité publique.

Les avis et rapports de la commission sont établis par écrit et motivés.

19. — La déclaration d'utilité publique autorise le concessionnaire à utiliser le domaine public en vue de l'exécution des travaux prévus dans l'acte de concession et suivant les conditions qui y sont prévues.

Si l'exercice de la concession donne lieu à expropriation, il y est procédé par les voies légales, poursuites et diligences de la *Colonie*, aux frais du concessionnaire.

20. — Toute concession est limitée au maximum à trente ans lorsqu'elle est accordée par le *gouverneur de province*, à cinquante ans lorsqu'elle est accordée par le *gouverneur général*, à soixante-dix ans lorsqu'elle est accordée par *arrêté royal*, à quatre-vingt-dix ans lorsqu'elle est accordée par *décret*.

21. — Toute concession est soumise aux conditions que l'autorité concédante estimera nécessaires dans l'intérêt public.

Parmi ces conditions figureront obligatoirement :

1° les règles et délais auxquels seront soumises la construction et l'exploitation des ouvrages et installations établis en vue de l'utilisation de l'eau ainsi que de ceux servant à la production et à la distribution de l'énergie;

2° les mesures à prendre par le concessionnaire en vue d'assurer la protection des sites;

3° les modalités et les bases qui serviront éventuellement à établir les tarifications selon lesquelles le concessionnaire pourra céder à des tiers de l'énergie produite par ses installations ou de l'eau dont il dispose;

4° les redevances dues à la *Colonie* en raison de l'occupation de son domaine privé ou public par les ouvrages et installations du concessionnaire;

5° le droit pour la *Colonie*, d'utiliser ou de concéder les eaux non employées par le concessionnaire;

6° l'engagement par le concessionnaire, pour le cas où la *Colonie* jugerait nécessaire de coordonner les exploitations hydro-électriques de la *Colonie* ou d'une région de la *Colonie*, de participer à une telle coordination.

En cas de refus ou d'impossibilité pour le concessionnaire de participer à une telle coordination selon les règles imposées par la *Colonie* celle-ci pourra exercer ses droits de reprise en cours de concession;

7° les cas de déchéance du droit concédé.

22. — En cas de retrait de la concession avant la date fixée pour son expiration, la *Colonie* reprendra tous les ouvrages d'art, installations et travaux exécutés par le concessionnaire pour l'exploitation de la concession.

Ces biens seront repris par la *Colonie* à leur valeur d'expertise établie sur la base de leur valeur de reconstruction au moment du retrait, affectée d'un coefficient de vétusté.

Toutefois, si le concessionnaire était tenu de faire remise gratuite de ses biens à la *Colonie* en fin de concession et s'il s'agit d'installations réalisées complètement dès le début de la concession, la somme à payer pour la reprise en cours de concession, telle qu'elle est déterminée par l'alinéa précédent, sera réduite dans le rapport du nombre d'années de concession qui resteront à courir au moment de la reprise au nombre total d'années pour lesquelles la concession avait été octroyée.

Pour les installations dont la réalisation s'est faite en plusieurs stades, la somme à payer pour la reprise en cours de concession sera calculée pour chaque stade suivant ce qui est dit à l'alinéa 2 et réduite dans le rapport du nombre d'années de concession qui resteront à courir au moment de la reprise au nombre d'années restant à courir à partir de la réalisation du stade considéré.

En outre, la *Colonie* assurera au concessionnaire, pendant le temps restant à courir de la concession, toute l'énergie ou l'eau qui lui est nécessaire dans les limites de ses droits de concessionnaire.

La *Colonie* pourra cependant ne pas fournir à l'ancien concessionnaire, l'énergie ou l'eau qu'il livrait à des tiers en vertu de sa concession, mais à la condition d'assurer vis-à-vis de ces tiers les devoirs souscrits par le concessionnaire et de verser à ce dernier une indemnité dont les bases seront fixées dans l'acte de concession.

23. — Sauf en cas de force majeure ou de faute dans le chef du concédant, la déchéance du droit concédé est prononcée contre le concessionnaire :

1° si l'exploitation n'est pas commencée dans le délai prévu dans l'acte de concession, ou si elle cesse d'être régulièrement poursuivie pendant trois ans;

2° en cas d'inexécution des obligations du concessionnaire, ou d'atteinte frauduleusement portée par lui aux droits de la *Colonie*.

24. — La déchéance est prononcée par le *gouverneur général*.

En cas de déchéance, le *gouverneur général* pourra exiger :

1° soit que le concessionnaire remette à ses frais et dans un délai déterminé, les lieux en leur état primitif, à défaut de quoi la *Colonie* y procédera elle-même aux frais du concessionnaire;

2° soit d'entrer en possession de tous les ouvrages d'art, installations et dépendances, moyennant paiement d'une somme égale à la valeur à dire d'expert de l'équipement mécanique et électrique des installations étant entendu que pour les travaux du génie civil aucune indemnité ne sera due au concessionnaire;

3° soit, lorsque l'acte de concession prévoit la remise gratuite des ouvrages d'art, installations et dépendances en fin de concession, d'entrer en possession desdits ouvrages, installations et dépendances sans qu'aucune indemnité soit due au concessionnaire.

25. — Lorsque l'acte de concession impose la remise gratuite à la *Colonie*, à l'expiration de la concession, des ouvrages d'art, installations et dépendances, le concessionnaire qui a effectué durant les cinq dernières années des travaux destinés à maintenir la valeur de son entreprise et dont la nécessité a été reconnue par le *gouverneur de province*, a droit au remboursement du coût non normalement amorti de ces travaux.

26. — Tout acte accordant une concession prévue au présent décret sera publié au *Bulletin officiel* [du Congo belge ou au Bulletin administratif du Congo belge].

27. — Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le *gouverneur général*.

— Cette date a été fixée au 15.2.1953 par l'art. 2 de l'Ord. n° 42/438 du 21.12.1951 (*B.A.*, 1953, p. 54), applicable au Rwanda.